Les incidents de l'église Saint-Jaume, premier coup d'arrêt au fascisme italien à Nice (21 avril 1924)

Ralph Schor

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/65>

DOI : 10.4000/cdlm.65

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2001

Pagination : 113-120

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Ralph Schor, « Les incidents de l'église Saint-Jaume, premier coup d'arrêt au fascisme italien à Nice (21 avril 1924) », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 62 | 2001, mis en ligne le 15 février 2004, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/65> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.65>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Les incidents de l'église Saint-Jaume, premier coup d'arrêt au fascisme italien à Nice (21 avril 1924)

Ralph Schor

- 1 Dans la Nice des années 1920, la présence italienne était très forte. En effet, les 40 000 Transalpins recensés dans le chef-lieu des Alpes-Maritimes représentaient près du quart des habitants. La majorité de ces immigrants formaient une main-d'œuvre appréciée dans le bâtiment et les emplois peu qualifiés de journaliers ou manœuvres. D'autres étaient employés dans les hôtels et les magazines ou de l'habillement, confection, entretien, blanchissage. Les plus favorisés exploitaient un commerce, principalement dans les domaines de l'alimentation et de la restauration. Tout ce petit peuple italien vivait dans les quartiers populaires, surtout le Port et le vieux Nice où les loyers étaient peu élevés.
- 2 Les immigrants observaient généralement une grande réserve politique. La crainte du renvoi de l'entreprise ou de l'expulsion hors de France, une prudence accrue par l'âge, ainsi que par les responsabilités familiales ou professionnelles retenaient la majorité des Italiens de s'engager profondément.
- 3 Cependant quelques uns, hostiles au fascisme, militaient dans les mouvements de gauche, Parti communiste, Parti socialiste, Ligue italienne des droits de l'homme... De son côté, Mussolini, au pouvoir depuis 1922, voulait garder le contrôle politique et moral de ses compatriotes vivant hors de la mère-patrie. C'était la raison pour laquelle il avait décidé dès 1922 de créer les *fasci all'estero*, organisations chargées d'encadrer les émigrés et de répandre parmi eux les idées professées par le Duce.
- 4 A Nice, un *fascio* fut fondé dès le 17 décembre 1922 par un jeune activiste ardemment mussolinien, le capitaine Giovanni Drugman. Le consul général alors en poste, le baron Lebrecht, vieux serviteur de la monarchie, homme paisible et soucieux de préserver sa

tranquillité, n'approuvait pas réellement le fascisme, mais, de par ses fonctions, il devait bien composer avec les nouveaux détenteurs du pouvoir en Italie.

- 5 En fait, le consul entretenait des rapports difficiles avec le secrétaire politique du fascio et principal animateur du mouvement mussolinien, le capitaine Drugman. Ce dernier reprochait à Lebrecht son manque de zèle et son absence de militantisme. Aussi le bouillant secrétaire politique avait-il obtenu de Rome qu'une sorte de surveillant, le chevalier Paolini, fût nommé à côté de Lebrecht, avec le titre de commissaire consulaire extraordinaire.
- 6 Drugman, très actif, avait réussi à faire passer les effectifs du *fascio* de Nice de 200 personnes en 1923 à 350 au printemps de 1924.
- 7 Le développement du fascisme se trouva brutalement remis en cause par les événements de l'église Saint-Jaume, le 21 avril 1924. Le capitaine Drugman avait prévu de faire célébrer, lors de cette journée, une messe à la mémoire de Nicolas Bonservizi, chef du *fascio* de Paris, assassiné quelques jours auparavant. En même temps, les fascistes voulaient faire bénir leur fanion, le *gagliardetto*. La double cérémonie devait avoir lieu à 9 heures dans l'église Saint-Jaume, aujourd'hui Sainte-Rita, située dans le vieux Nice, rue de la Poissonnerie, à proximité du grand marché du cours Saleya.

Le déroulement de la journée du 21 avril 1924

- 8 La manifestation fasciste, annoncée à l'avance, était autorisée par la préfecture qui avait dépêché autour de l'église un service d'ordre composé de vingt gardiens de la paix. Mais les organisations antifascistes italiennes et françaises, les anarchistes, les communistes, les socialistes, l'Union des syndicats ouvriers des Alpes-Maritimes, ainsi qu'un mouvement d'anciens combattants de gauche, l'association des libérés de la Grande Guerre, considérant que les fascistes se livraient à une provocation, décidèrent de lancer une contre-manifestation.
- 9 Aussi, le 21 avril, dès 8 heures du matin, plusieurs milliers de militants de gauche, mêlés à des curieux faisant leurs emplettes au marché, se trouvaient-ils rassemblés aux abords de l'église.
- 10 Les premiers Italiens arrivés, le baron Lebrecht et son épouse, les vices-consuls Milon de Véraillon et Cassini, le chevalier Paolini, ainsi que diverses personnalités, purent pénétrer dans l'édifice, en subissant cependant les sifflets hostiles de la foule.
- 11 Des incidents plus sérieux se produisirent quand apparurent les militants fascistes revêtus de la chemise noire. Un premier groupe d'Italiens portant un drapeau roulé dans sa gaine reçurent des coups ; dans la bousculade qui s'ensuivit, ils durent abandonner à leurs assaillants la hampe du drapeau, mais ils purent conserver les couleurs. Les fascistes arrivant ensuite suscitèrent une colère grandissant parmi les contre-manifestants ; les plus résolus de ceux-ci se ruaient sur les mussoliniens et les blessaient à coups de couteau ou de volets arrachés aux magasins environnants. L'archiviste du consulat, le jeune Joseph de Villafranca-Soissons, reçut un violent coup de canne sur la tête. Un autre fasciste, gravement blessé au bas du dos par une lame, dut être aussitôt transporté à l'hôpital Saint-Roch.
- 12 Les derniers Italiens essayant d'entrer dans l'église ne purent se frayer un passage dans la foule excitée et rebroussèrent chemin. L'irruption de soixante gardiens de la paix appelés en renfort ne rétablit pas l'ordre. Seuls les abords immédiats de l'église purent être dégagés, mais toutes les rues avoisinantes étaient envahies par des antifascistes qu'enhardissaient leurs premiers succès.

- 13 Pendant ce temps, les Italiens qui avaient pu pénétrer dans l'église Saint-Jaume suivaient la messe, mais la voix du prêtre officiant et les paroles liturgiques étaient couvertes par les chants, alternativement la *Marseillaise* et l'*Internationale*, qu'entonnaient les manifestants massés à l'extérieur. Des artistes, invités à interpréter des cantiques ou des morceaux patriotiques durant la cérémonie, renoncèrent à se faire entendre.
- 14 A la fin de la messe, à 10h30, les Italiens se trouvaient en fait assiégés dans l'église. Les personnes qui tentèrent de se retirer furent repoussés par la foule et par des objets hétéroclites, casseroles, vieilles chaussures, voire régimes de bananes, lancés des fenêtres avoisinantes. Des pétards éclataient ça et là.
- 15 *Le Petit Niçois* du 22 avril, quotidien radical hostile aux fascistes, relata en ces termes la sortie que tenta le baron d'Auvare, descendant d'une vieille famille niçoise restée fidèle à la Maison de Savoie après le rattachement du Comté à la France en 1860 :
 "Soudain, dans le cadre de la fenêtre de la sacristie, apparaît le baron d'Auvare ; il contemple la foule, il semble la défier, un sourire erre sur ses lèvres, et cette foule qui l'a vu, le regarde, s'est soudainement arrêtée dans son chant. Le baron d'Auvare disparaît pour reparaître aussitôt par la porte du presbytère. Comme dans une bravade, il s'engage que la voie publique et, dans la masse, la colère renaît, les poings se tendent, des cris de haine sont poussés. C'est la bagarre de nouveau".
- 16 Un violent coup de gourdin asséné sur la tête du baron mit un terme à sa tentative ; ses amis n'eurent que le temps de le ramener prestement dans l'église où les premiers soins lui furent donnés. Des Italiens plus discrets que M. d'Auvare essayèrent de quitter les lieux sans se faire remarquer, mais l'étroitesse de la rue rendit vain leur espoir ; reconnus, ils furent molestés par les contre-manifestants. Ceux-ci chantaient de plus en plus fort et réussirent à arracher les drapeaux qui ornaient le portail de l'église. La police débordée, ne put que procéder à l'arrestation de quelques individus trouvés porteurs de couteaux à cran d'arrêt ou, pour l'un d'eux, d'un revolver.
- 17 Vers midi, le directeur de la police d'État de Nice, alerté par ses collaborateurs, parvint à se frayer un chemin jusque dans l'église où se trouvaient toujours les personnalités dont le consul général. Le policier proposa au baron Lebrecht de l'aider à sortir et l'assura qu'il le prenait sous sa protection personnelle. Le consul, mécontent et inquiet, refusa cette offre qui ne lui paraissait pas comporter assez de garanties pour lui-même et la soixantaine de compatriotes encore bloqués.
- 18 Il préféra dicter rapidement un message à M. Benedetti, préfet des Alpes-Maritimes, message dans lequel il condamnait à la fois la "*manifestation indigne*" dont il était victime et les insuffisances du service d'ordre ; il terminait sa lettre par cette demande instante :
 "il faudra donc nous tirer au plus tôt de cette intolérable situation dont toute la responsabilité incombe à la préfecture."
- 19 Trente minutes plus tard, le préfet et son secrétaire général, escortés par un détachement de gendarmes à pied et à cheval, se présentèrent devant l'église Saint-Jaume. M. Benedetti pénétra dans l'édifice et s'entretint longuement avec le consul ; il pria ce dernier d'accepter ses excuses et l'assura que les manifestants visaient les fascistes et non l'Italie. Le représentant de l'autorité française invita ensuite les principales personnalités transalpines à sortir avec lui.
- 20 "Et si M. le consul est blessé ?" interrogea un des témoins, inquiet. "Je le serai avec lui", répondit le préfet.

21 Sur cette formule, M. Benedetti offrit son bras à Mme Lebrecht et, sous la protection des gendarmes, conduisit les diplomates italiens jusqu'à la place Charles-Félix où attendait une automobile. Le consul et ses collaborateurs s'engouffrèrent dans le véhicule qui s'éloigna rapidement par le quai des États-Unis.

22 Les contre-manifestants, furieux d'avoir été tenus à distance, hurlaient : "*Assassini : Vigliacci !*" Ils se retournèrent alors contre les fascistes qui, profitant de ce que l'attention était accaparée par le départ du consul, essayaient de s'éloigner discrètement. De nouveaux heurts se produisirent. Les fascistes reconnus furent poursuivis jusqu'à la rue Saint-François-de-Paule et à la place Masséna. Plusieurs Italiens parvinrent à échapper à leurs adversaires en se réfugiant précipitamment dans une demeure amie ou en sautant rapidement dans une voiture de place démarrant en trombe.

Les suites immédiates

23 Vers 13 heures, la manifestation était terminée. Dans le courant de l'après-midi, quelques 500 ouvriers italiens défilèrent dans le centre de Nice, pour protester contre l'arrestation d'une trentaine de leurs camarades aux abords de l'église Saint-Jaume. Regroupés derrière un drapeau rouge, confectionné avec une bannière italienne prise le matin sur la façade de l'église, bannière dont le vert et le blanc avaient été arrachés, ils se dirigèrent vers le siège du *Petit Niçois*.

24 Massés devant les bureaux de ce quotidien de gauche, ils chantèrent la *Marseillaise* et poussèrent de nombreuses acclamations de sympathie. Puis ils se rassemblèrent devant le siège de *l'Éclaireur*, quotidien de droite ; là éclata une tempête de hurlements, de sifflets et de menaces. La police procéda à de nouvelles arrestations, mais ne les maintint pas, pour calmer les esprits. De fait, les manifestants se dispersèrent bientôt.

25 Les autorités françaises, par prudence, interdirent un banquet fasciste qui devait avoir lieu dans un hôtel de Nice. Cependant, dans la soirée, des bagarres éclatèrent dans divers cafés de la ville entre Italiens d'opinion adverse. Le même jour, 21 avril 1924, d'autres incidents se produisirent à Menton où 1400 personnes empêchèrent que deux orateurs fascistes, venus de Vintimille, prissent la parole devant les membres de la société Dante Alighieri. A toutes fins utiles, le consulat général et *l'Éclaireur*, qui avaient reçu des menaces, firent l'objet d'une surveillance policière les jours suivants.

Les réactions

26 Après la journée du 21 avril 1924, les principaux acteurs des événements firent connaître leurs réactions. Les manifestants ouvriers déclarèrent qu'ils avaient agi "*dans un cadre légal*" contre des étrangers provocateurs. Les véritables responsables des heurts, ajoutaient les organisations ouvrières, étaient les autorités françaises qui auraient dû interdire la cérémonie fasciste. Aussi, pour prévenir de nouveaux troubles, la gauche réclamait-elle l'expulsion du consul et la dissolution du *fascio* de Nice.

27 *Le Petit Niçois*, porte parole des partis progressistes, présentait une analyse voisine et condamnait "*la carence des pouvoirs publics*" qui auraient dû empêcher une réunion extrémiste intolérable :

"La classe ouvrière a suppléé, en l'occurrence, à la défaillance des autorités. Il est regrettable que des coups aient été échangés. Mais la provocation ne vient pas du côté ouvrier qui a voulu simplement marquer son indépendance et sauvegarder sa dignité" (*Petit Niçois*, 22 avril 1924).

28 Les fascistes, remarquait aussi le journal, devaient d'autant plus se tenir dans la réserve qu'une manifestation de Français était impensable sous le régime mussolinien et que

les contrevenants se seraient exposés à la bastonnade et à l'emprisonnement. Le *Petit Niçois* réclamait en conclusion l'expulsion des responsables fascistes, mais il doutait que le gouvernement alors en place, présidé par Raymond Poncaré, orienté à droite grâce à la majorité dite du Bloc National, voulût prendre de telles mesures.

29 Avec une exagération qu'expliquait la période électorale dans laquelle se trouvait alors la France - les élections législatives étaient fixées au 11 mai suivant - le journal de gauche accusait la majorité conservatrice encore au pouvoir d'éprouver "*des tendresses pour le fascisme*" et de vouloir implanter en France les méthodes violentes chères au Duce.

30 *L'Éclaireur*, modéré, condamnait aussi, en termes moins vigoureux que ceux de la gauche, la cérémonie fasciste, parce que celle-ci ternissait le renom de Nice et suscitait inévitablement une réplique des antifascistes. Le journal de droite s'étonnait que la gauche, affichant habituellement son internationalisme, s'indignât devant une cérémonie italienne et accusât cette dernière d'offenser les sentiments nationaux des Français :

"Il y a quelque ironie, à voir des Libérés et des syndicalistes qui font profession d'internationalisme, exploiter, au contraire, le sentiment nationaliste et chauvin de certains éléments niçois contre les fascistes et se ruer aussi soudainement en nationalistes ardents" (*L'Éclaireur du Soir*, 21 avril 1924).

31 Le préfet des Alpes-Maritimes se posait la même question. Dans un rapport au ministre de l'Intérieur, rédigé le jour même des événements, il relevait que les communistes, contre-manifestants les plus résolus, avaient curieusement oublié leur internationalisme révolutionnaire et s'étaient posés en avocats intransigeants de l'indépendance et de l'honneur français menacés par les agissements fascistes : "*Les communistes sont les vrais défenseurs des droits de la France et les plus sûrs patriotes !*" s'exclamait avec surprise N. Benedetti (Rapport du 21 avril 1924, Archives départementales des Alpes-Maritimes, 4 M 1252).

32 Le préfet croyait cependant détenir une réponse : le jeune parti communiste, jusque là isolé par son dogmatisme révolutionnaire, adoptait une attitude plus souple, teintée de patriotisme, pour attirer des voix lors des prochaines élections législatives du 11 mai.

33 En tout cas, que le calcul fût électoral ou non, les rouges, de l'avis unanime, avaient bien traduit par leur ardeur antifasciste les sentiments de la population niçoise. Le préfet observait en effet :

"La population niçoise est nettement hostile aux menées fascistes et en l'espèce, si paradoxal que cela puisse paraître, les communistes qui manifestent contre les fascistes traduisent les sentiments des patriotes niçois" (*Ibid.*)

34 Le surlendemain, dans un rapport adressé au préfet, un policier de haut rang, le commissaire spécial de Nice, équivalent d'un actuel responsable des renseignements généraux, exprima la même opinion. Selon lui, les Niçois n'éprouvaient pas d'hostilité systématique contre les Italiens, sauf quand ceux-ci intervenaient dans la vie politique, que ce fût par des revendications irrédentistes ou par des manifestations comme celle de l'église Saint-Jaume :

"Les excités du nationalisme italien, les fascistes exaltés d'au-delà des monts parlent à chaque instant des terres irrédentes, de Nizza italiana. Et cela finit par agacer nos nerfs. De sorte que lorsque, comme hier, sortant du cadre de leurs réjouissances ordinaires, les Italiens, je veux dire les fascistes, font mine de s'affirmer sur notre terre et d'accomplir un acte politique, nos concitoyens se cabrent et ne peuvent plus le supporter (...)"

- 35 Tout le monde est d'accord sur ce point que les fascistes ne doivent pas organiser de manifestation ayant un caractère politique. La population ne l'admet pas. Elle le proclame nettement, approuvant ainsi, tout au moins tacitement, l'action des *"Libérés, des communistes et des ouvriers des syndicats"*.
- 36 En Italie, les responsables grossissent la portée des événements. Des journaux français furent brûlés dans plusieurs villes. Mussolini dénonça dans les affrontements de l'église Saint-Jaume une action orchestrée à Moscou et à Berlin. Cependant, le gouvernement de Rome tint compte de l'avertissement et aussi de la vigilance dont firent preuve les autorités françaises au cours des mois suivants.
- 37 Les responsables niçois pensaient que les Italiens, soucieux d'éviter de nouveaux incidents, avaient empêché les militants fascistes de Ligurie d'organiser des expéditions punitives en France, projet conçu pour venger les événements du 21 avril ; un torpilleur italien était même venu croiser au large de San Remo pour éviter que les plus résolus n'essayassent d'atteindre le territoire français par la voie maritime.
- 38 A Nice, les heurts de l'église Saint-Jaume servirent bien le baron Lebrecht qui était excédé par l'action brouillonne du capitaine Drugman, organisateur de la cérémonie du 21 avril. Aussi le consul exploita-t-il la situation pour se débarrasser des activistes.
- 39 Il obtint la démission de Drugman qui, d'ailleurs, se cachait par peur des représailles que ses adversaires pourraient exercer contre lui. Le consul prononça ensuite la dissolution du *fascio* et reconstitua celui-ci avec des notables paisibles, sélectionnés par ses soins. Le nouveau responsable du *fascio*, le chevalier Debernardi, ne chercha guère à développer l'organisation fasciste dont les effectifs ne dépassèrent pas 140 membres. Debernardi rendit visite aux autorités françaises, leur promit que l'ordre ne serait plus troublé et put tenir cet engagement pendant les dix-huit mois où il exerça les principales responsabilités.
- 40 Cette période calme ne prit fin qu'en 1926, lorsque Mussolini demanda à tous les émigrés d'adopter une attitude combative et nomma à Nice un nouveau consul, celui-là réellement fasciste.
- 41 Les incidents de l'église Saint-Jaume ne furent pas les plus graves de ceux qui mirent en cause les Italiens de Nice pendant l'entre-deux-guerres ; contrairement à d'autres, ils n'entraînèrent pas mort d'hommes. Ces incidents revêtaient aussi un caractère particulier, celui de se situer dans une période préélectorale, ce qui pouvait contribuer à radicaliser les positions des antifascistes.
- 42 Cependant la journée du 21 avril 1924 marqua durablement la mémoire collective des Niçois et, des années plus tard, elle se trouvait encore évoquée comme un épisode exemplaire. Le caractère public et massif de la manifestation, ses suites spectaculaires expliquaient certes que ces événements se fussent imprimés dans le souvenir. Mais surtout les Niçois, très majoritairement antifascistes et redoutant les ambitions annexionnistes de Mussolini à l'égard du Comté, se rappelaient l'humiliation infligée aux chemises noires.
- 43 Peu importait pour les habitants de la ville que la contre-manifestation eût été orchestrée par les mouvements de la sympathie du petit peuple du vieux Nice. En dépit des arrière-pensées électorales ou partisans de certains, l'émeute avait pris un tour national pro-français entraînant une adhésion quasi-générale.

- 44 Il apparaissait ainsi qu'il était possible d'arrêter la marche du fascisme et que, face à ce qui était ressenti comme une menace extérieure, un large consensus pouvait se réaliser.
-

AUTEUR

RALPH SCHOR

CMMC . Université de Nice Sophia-Antipolis